

UNE REUNION POUR RIEN

Le 10 mars 2015, les organisations syndicales étaient conviées à un GT SIE pour évoquer les expérimentations liées aux nouvelles organisations des SIE imposées dans la précipitation. Les documents préparatoires nous ont fourni peu d'informations hormis ce que nous savions déjà : quelques dates et un survol des "gros traits" des expérimentations.

En propos liminaires, Solidaires Finances Publiques a tenu à souligner l'absence de dialogue social (cf. Journal local du "spécial Conditions de Vie au Travail" du 10 février 2015), le mépris de la direction envers les agents et les représentants du personnel (ni écoutés, ni entendus) s'appuyant en particulier sur la motion des agents du SIE de COULOMMIERS, l'expérimentation "sauvage" du travail à distance (TO TVA) pour les SIE de Provins, Lagny, Coulommiers, sur laquelle aucune information n'a été communiquée. Sans attendre des miracles, Solidaires espérait toutefois avoir quelques éclaircissements. Mais surprises...

" ça va évoluer... et ça va évoluer fort !"

Ces propos tenus par l'Administration, lors de la réunion, visaient la DGFIP. Loin de nous rassurer, ils sonnaient comme un avertissement à destination des agents et des représentants des personnels. Notre avenir sera donc particulièrement bouleversé laissant les agents dans une incertitude angoissante. Le sujet à l'ordre du jour se concentrait sur les SIE et leurs expérimentations :

La DDFIP 77 semble être choisie pour mener plusieurs organisations différentes dans les SIE.

➤ **SIE de Lagny : sans changement, c'est une expérimentation**

Le SIE "expérimente" une organisation intégrée par pôle (gestion, comptabilité, pôle transverse). A vrai dire, il fonctionne déjà comme cela (comme d'autres SIE du département d'ailleurs) qui atténue clairement le caractère expérimental. S'y ajoute également le travail à distance compte tenu des difficultés en personnel pour ce site. A entendre l'administration, les agents pourraient changer de fonction (changer de pôle) afin de favoriser la polyvalence. Ce à quoi Solidaires a répondu que cela dépendait plus du chef de poste que de la volonté des agents.

➤ **Fusion des SIE de Melun et de Nemours**

Organisé en mono-SIE, l'expérimentation ou plutôt la préfiguration vise l'absorption du SIE de NEMOURS par le SIE de MELUN. Des travaux seraient confiés aux agents de NEMOURS qui préserveraient leur implantation géographique tout en dépendant après le 1er janvier 2016 du chef de poste de MELUN. Un inspecteur y serait affecté au 1er septembre 2015. Du côté des agents du SIE de MELUN, c'est la consternation. Alors que la fusion des SIE de MELUN n'est pas digérée, ils doivent déjà se réorganiser dans une nouvelle fusion.

➤ **les SIE de Meaux et de Coulommiers : le chamboule tout**

C'est une organisation déconcentrée multi-SIE qui sera expérimentée. Une répartition des tâches entre ces 2 SIE tout en maintenant le pôle comptabilité/recouvrement sur les sites. Les agents de COULOMMIERS n'apprécient pas d'avoir été mis devant le fait accompli tout comme les agents du SIE de MEAUX qui, eux également, n'ont pas encore totalement digéré la fusion.

Solidaires Finances Publiques attendaient quelques informations, notamment qui ferait quoi.

“On ne sait pas... !!!!”

Solidaires a fait remonter les doléances et inquiétudes légitimes des collègues des SIE, notamment celles de Coulommiers clairement exprimé sur une motion.

Face à nos questions et observations, nous avons régulièrement eu le droit à des “on ne sait pas...” laissant le soin au chefs de postes de réfléchir à “qui ferait quoi”, “comment”. Tout en rappelant que nous sommes à l'ère de la révolution numérique (GESPRO, c'est le meilleur, alors faisons lui confiance !!!), l'administration y espère de nouveaux champs de possibilités organisationnelles au-delà même du SIE.

Ce que nous savons !

- Ces expérimentations ont pour but premier de faire “sauter” quelques postes de comptables (en supprimant des SIE), ces mêmes comptables derrière qui, l'administration se cache lorsque nous posons des questions organisationnelles ou techniques sur les expérimentations. Mais ensuite, lorsque le sort des SIE sera réglé, A qui le tour ? les SIP ? Les SFP ? les SPL ? ...
- Avec le travail à distance, le régime particulier et l'existence même de l'EDR peut se poser. Que les agents concernés se rassurent car c'est pour “votre bien” et pour vous éviter des risques routiers !!! ;
- A ce stade, aucun agent des SIE visés ne bougerait de sa chaise et chacun garderait son affectation.
- les agents concernés sont les perdants/perdants : des efforts constamment à fournir et... baisse de la rémunération à l'image de la suppression de la Prime Interressement Collectif de 150 €.
- La seule bonne nouvelle consisterait à une visite de la direction pour discuter, on ne sait de quoi puisqu'ils ne savent rien. Mais, elle ne nous a pas dit quand vous la verrez !

Pour Solidaires Finances Publiques, cette réunion n'a rien apporté de nouveau que ce que nous savions déjà. Aucune réponse sur qui fera quoi, ni comment. A l'heure, des réunions de travail traitant des risques psychosociaux, ces énièmes expérimentations sont une illustration type de la déconsidération de l'administration envers les agents.

Solidaires Finances Publique dénonce que la DGFIP, et son émissaire la DDFIP, ignorent les agents et la réalité du terrain. Pour nous, doit demeurer un service public proche de l'usager fait par des agents des finances publiques reconnus et respectés.

Sachez que les réformes de structures, réorganisations... n'ont qu'un but : faire des économies budgétaires au détriment du service public et des agents,

ça, c'est de l'austérité !

**Contre l'austérité, contre les coups bas de la DGFIP,
Solidaires Finances Publiques 77 vous appelle
à la grève le 9 avril 2015**

